

Pour une société éco-socialiste

Michael Löwy

Sociologue, philosophe

Le combat pour un développement humain soutenable, plus égalitaire et solidaire, vers la satisfaction universelle des besoins humains fondamentaux, implique nécessairement la rupture avec le capitalisme, ce « système qui lie emploi, productivisme, consumérisme, mise en concurrence de chacun contre tous, et tend à marchandiser toutes ressources, activités et formes de vie sur terre ».

Quelle est la situation de la planète en 2011 ? Premier constat : la crise écologique s'accélère bien plus vite que prévu. L'accumulation de gaz carbonique, la montée de la température, la fonte des glaciers polaires et des « neiges éternelles », la désertification des terres, les sécheresses, les inondations : tout se précipite, et les bilans des scientifiques, à peine l'encre des documents séchée, se révèlent trop optimistes. On ne parle plus—ou de moins en moins—de ce qui va se passer à la fin du siècle, ou dans un demi-siècle, mais dans les dix, vingt, trente prochaines années. Il n'est plus seulement question de la planète que nous laisserons à nos enfants et petits-enfants, mais de l'avenir de cette génération-ci.

La menace la plus inquiétante, de plus en plus envisagée par les chercheurs, est donc celle d'un *runaway climate change*, d'un glissement rapide et incontrôlable du réchauffement. Il existe peu de scénarios du pire, c'est-à-dire, si l'augmentation de la température dépasse les 2°-3° degrés : les scientifiques évitent de dresser des tableaux catastrophiques mais on sait déjà les risques encourus. À partir d'un certain niveau de température, la terre sera-t-elle enco-

re habitable par notre espèce ? Malheureusement, nous ne disposons pas en ce moment d'une planète de rechange dans l'univers connu des astronomes...

La discussion de ces « scénarios du pire » n'est pas un vain exercice apocalyptique : il s'agit de réels dangers dont il faut prendre toute la mesure. Ce n'est pas non plus du fatalisme : les jeux ne sont pas encore faits et il est encore temps d'agir pour inverser le cours des événements. Mais il nous faut le pessimisme de la raison, avant de laisser toute sa place à l'optimisme de la volonté.

Qui est responsable de cette situation, inédite dans l'histoire de l'humanité ? Ce sont les êtres humains, nous répondent les scientifiques. La réponse est juste mais un peu courte : les êtres humains habitent sur Terre depuis des millénaires, la concentration de CO₂ a commencé à devenir un danger depuis quelques décennies seulement. En tant que marxistes, nous répondons ceci : la responsabilité en incombe au système capitaliste, à sa logique absurde et myope d'expansion et accumulation à l'infini, à son productivisme irrationnel obsédé par la recherche du profit. En effet, tout l'appareil productif capitaliste est fondé sur l'utilisation des énergies fossiles—pétrole, charbon—émettrices de gaz à effet de serre ; il en est de même pour le système de transports routiers, surtout au cours des dernières décades, et pour la voiture individuelle.

Pour affronter les enjeux du changement climatique et de la crise écologique générale—dont les exemples que nous avons exposés sont l'expression la plus menaçante—, il faut un changement radical et structurel, qui touche aux fondements du système capitaliste : une transformation non seulement des rapports de production (la propriété privée des moyens de production) mais aussi des forces productives (les moyens techniques et les savoir-faire humains servant à produire). Cela implique tout d'abord une véritable révolution du système énergétique, du système des transports et des modes de consommation actuels, fondés sur le gaspillage et la consommation ostentatoire, induits par la publicité. Bref, il s'agit d'un changement du paradigme de civilisation et de la transition vers une nouvelle société où la production sera démocratiquement planifiée par la population ; c'est-à-dire où les grandes décisions sur les priorités de la production et de la consommation ne seront plus décidées par une poignée d'exploiteurs, ou par les forces aveugles du marché, ni par une oligarchie de bureaucrates et d'experts, mais par les travailleurs et les consommateurs ; bref, par la population, après un débat démocratique et contradictoire entre différentes propositions. C'est ce que nous désignons par le terme *écosocialisme*.

Qu'est-ce donc que l'écosocialisme ? Il s'agit d'un courant de pensée et d'action écologique qui fait siens les acquis fondamentaux du socialisme—tout en le débarrassant de ses scories productivistes. Pour les écosocialistes la logique du marché et du profit—de même que celle de l'autoritarisme bureaucratique

de feu le «socialisme réel»—sont incompatibles avec les exigences de sauvegarde de l'environnement naturel. Tout en critiquant l'idéologie des courants dominants du mouvement ouvrier, ils savent que les travailleurs et leurs organisations sont une force essentielle pour toute transformation radicale du système et pour l'établissement d'une nouvelle société, socialiste et écologique.

Ce courant est loin d'être politiquement homogène mais la plupart de ses représentants ont certains thèmes en commun. Il représente une tentative originale d'articuler les idées fondamentales du marxisme avec les acquis de la critique écologique. James O'Connor définit comme écosocialistes les théories et les mouvements qui aspirent à subordonner la valeur d'échange à la valeur d'usage, en organisant la production en fonction des besoins sociaux et des exigences de la protection de l'environnement. Leur but—un socialisme écologique—serait une société écologiquement rationnelle fondée sur le contrôle démocratique, l'égalité sociale et la prédominance de la valeur d'usage. J'ajouterai que : a) cette société suppose la propriété collective des moyens de production, une planification démocratique qui permette à la société de définir les buts de la production et les investissements, et une nouvelle structure technologique des forces productives ; b) l'écosocialisme serait un système basé non seulement sur la satisfaction des besoins humains démocratiquement déterminés mais aussi sur la gestion rationnelle collective des échanges de matières avec l'environnement, en respectant les écosystèmes.

L'écosocialisme développe donc une critique de la thèse de la «neutralité» des forces productives, qui a prédominé dans la gauche du xx^e siècle, dans ses deux versants, social-démocrate et communiste soviétique. Cette critique pourrait s'inspirer, à mon avis, des remarques de Marx sur la Commune de Paris : les travailleurs ne peuvent pas s'emparer de l'appareil d'État capitaliste et le mettre à leur service ; ils doivent le «briser» et le remplacer par un autre, de nature totalement distincte, une forme non étatique et démocratique de pouvoir politique.

Il en est de même, *mutatis mutandis*, pour l'appareil productif : par sa nature et sa structure, il n'est pas neutre mais au service de l'accumulation du capital et de l'expansion illimitée du marché. Il est en contradiction avec les impératifs de sauvegarde de l'environnement et de santé de la force de travail. Il faut donc le «révolutionnariser», en le transformant radicalement. Cela peut signifier, pour certaines branches de la production—les centrales nucléaires par exemple—de les «briser». En tout cas, les forces productives elles-mêmes doivent être profondément modifiées. Certes, des nombreux acquis scientifiques et technologiques du passé sont précieux, mais l'ensemble du système productif doit être mis en question du point de vue de sa compatibilité avec les exigences vitales de préservation des équilibres écologiques.

Cela signifie tout d'abord une révolution énergétique : le remplacement des énergies non renouvelables et responsables de la pollution, l'empoisonnement de l'environnement et le réchauffement de la planète—charbon, pétrole et nucléaire—par des énergies «douces» «propres» et renouvelables (eau, vent, soleil) ainsi que la réduction drastique de la consommation d'énergie (et donc des émissions de CO₂).

Mais c'est l'ensemble du mode de production et de consommation qui doit être transformé, avec la suppression des rapports de production capitalistes et le début d'une transition au socialisme. J'entends par socialisme l'idée originale, commune à Marx et aux socialistes libertaires, qui n'a pas grand-chose à voir avec les prétendus régimes «socialistes» qui se sont écroulés à partir de 1989 : il s'agit de «l'utopie concrète»—pour utiliser le concept d'Ernst Bloch—d'une société sans classes et sans domination, où les principaux moyens de production appartiennent à la collectivité, et où les grandes décisions sur les investissements, la production et la distribution ne sont pas abandonnées aux lois aveugles du marché, à une élite de propriétaires ou à une clique bureaucratique, mais prises, après un large débat démocratique et pluraliste, par l'ensemble de la population.

Oui, nous répondra-t-on, elle est sympathique cette utopie mais, en attendant, faut-il rester les bras croisés ? Certainement pas ! Il faut mener bataille pour chaque avancée, chaque mesure de réglementation des émissions de gaz à effets de serre, chaque action de défense de l'environnement.

Le combat pour des réformes éco-sociales peut être porteur d'une dynamique de changement à condition qu'on refuse les arguments et les pressions des intérêts dominants au nom des «règles du marché», de la «compétitivité» ou de la «modernisation».

Certaines demandes immédiates sont déjà, ou peuvent rapidement devenir, le lieu d'une convergence entre mouvements sociaux et mouvements écologistes, syndicats et défenseurs de l'environnement, «rouges» et «verts». Ce sont des demandes qui souvent «préfigurent» ce que pourrait être une société éco-socialiste :

- le remplacement progressif des énergies fossiles par des sources d'énergie «propres», notamment le solaire ;
- la promotion de transports publics—trains, métros, bus, trams—bon marché ou gratuits comme alternative à l'étouffement et à la pollution des villes et des campagnes par la voiture individuelle et par le système des transports routiers ;
- la lutte contre le système de la dette et les «ajustements» ultralibéraux, imposé par le FMI et la Banque mondiale aux pays du Sud, aux conséquences sociales et écologiques dramatiques : chômage massif, destruction

des protections sociales et des cultures vivrières, destruction des ressources naturelles pour l'exportation ;

- défense de la santé publique, contre la pollution de l'air, de l'eau (nappes phréatiques) ou de la nourriture par l'avidité des grandes entreprises capitalistes ;
- développement subventionné de l'agriculture biologique, à la place de l'agro-industrie ;
- la réduction du temps de travail comme réponse au chômage et comme vision de la société privilégiant le temps libre par rapport à l'accumulation de biens¹.

La liste des mesures nécessaires existe, mais elle est difficilement compatible avec le néolibéralisme et la soumission aux intérêts du capital... Chaque victoire partielle est importante, à condition de ne pas se limiter aux acquis mais de mobiliser immédiatement pour un objectif supérieur, dans une dynamique de radicalisation croissante. Chaque gain dans cette bataille est précieux, non seulement parce qu'il ralentit la course vers l'abîme mais parce qu'il permet aux individus, hommes et femmes, notamment aux travailleurs et aux communautés locales, plus particulièrement paysannes et indigènes, de s'organiser, de lutter et de prendre conscience des enjeux du combat ; de comprendre, par leur expérience collective, la faillite du système capitaliste et la nécessité d'un changement de civilisation.

Notes

(1) Voir Pierre Rousset, « Convergence de combats. L'écologie et le social », *Rouge*, 16 mai 1996, p. 8-9.